

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/1

9 décembre 1996

(96-5173)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais/  
français

## CANADA

### Déclaration de M. Arthur C. Eggleton Ministre du commerce international

C'est un grand plaisir pour moi que de représenter le Canada à cette première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. La Communauté mondiale a pris un engagement audacieux et optimiste il y a deux ans en créant l'OMC à la fin de l'Uruguay Round. Bien que nous puissions être satisfaits des progrès réalisés jusqu'à présent, cette Conférence va donner la chance de fixer les orientations politiques de l'OMC en établissant des priorités pour l'avenir.

Nos membres ont accepté il y a deux ans que le commerce international soit régi par un ensemble de règlements universels pour notre bénéfice mutuel. Nous avons accepté que le commerce soit régi par les règles de droit, et non pas par des leviers économiques, des menaces ou des sanctions. Le Canada demeure confiant que cette organisation créera, au fur et à mesure qu'elle évoluera pour inclure davantage de biens, de services et de pays, un environnement propice à une croissance économique stable, à l'amélioration des niveaux de vie et à la création d'emplois productifs pour tous.

Au Canada, nous croyons aussi au besoin d'un système d'échanges universel qui sera mis en valeur, et non pas diminué, par la création d'accords d'échanges régionaux. La vision d'avenir qu'entretient mon gouvernement n'en n'est pas une d'une forteresse d'échanges impénétrable, mais une de libre-échange à travers toutes les régions. Le Canada - en tant que membre de l'ALENA et fervent supporteur du Comité de l'OMC des accords d'échanges régionaux - est une preuve vivante que les deux types sont mutuellement compatibles.

La vision du Canada pour ces deux types est à la fois audacieuse et réaliste: notre but ultime est un monde dans lequel biens, services et investissements traversent librement les frontières nationales, sous un ensemble commun de règles établies par un accord universel. Seule l'OMC peut offrir l'espoir d'un tel avenir, et seulement en nous fixant des objectifs ambitieux maintenant que cet organisme renforcera sa primauté au sein du nombre croissant d'initiatives d'échanges régionaux autour du monde.

Malgré son histoire brève, l'OMC a déjà démontré la preuve de sa nécessité et de son efficacité. Durant notre première année, en ratifiant des diminutions importantes de tarifs et une gamme de nouveaux accords, nous avons contribué à une croissance de 8 pour cent dans l'échange des biens - soit une croissance supérieure à celle dans la production.

La résolution juste et équitable d'un nombre important de disputes commerciales a aussi renforcé la confiance du monde des affaires dans le système multilatéral.

Mais nous devons demeurer attentifs au fait que notre mission demeure moins préoccupée par la création des échanges mondiaux que par la gérance de l'explosion du commerce qui est en train de se produire quels que soient nos efforts. Le Canada a doublé ses exportations durant la dernière décennie, ce qui nous amène une situation où les exportations comptent pour un ratio de 40 pour cent de l'économie canadienne, le plus élevé au sein du G-7. Je me souviens de Gandhi qui disait: "là va mon peuple, je dois me hâter à leur front pour les mener".

L'OMC doit répondre aux demandes du commerce mondial, et répondre rapidement si elle veut maintenir son leadership. C'est pourquoi nous devons finaliser les dossiers incomplets de Marrakech. C'est aussi pourquoi nous devons demeurer sans peur devant les risques de nouveaux territoires inexplorés.

Malgré nos meilleurs efforts, nous avons été incapables de nous entendre sur la libéralisation de certains secteurs-clés des services. Je m'attends à ce que cette réunion affirme son engagement à la finalisation fructueuse des négociations sur les télécommunications de base pour l'échéance du 15 février 1997.

A l'égard de la transparence, beaucoup de travail devra être fait. Bien que les politiques commerciales et les règles soient devenues plus transparentes au travers du mécanisme d'examen de la politique commerciale, les Membres de l'OMC ont encore beaucoup de chemin à parcourir, particulièrement à l'égard de l'enregistrement des mesures nationales et des clauses temporelles pour l'accès public aux documents de l'OMC.

Je m'attends aussi à ce que le travail sur la compréhension des liens entre les échanges et l'environnement puisse continuer au cours de l'année prochaine. Le Canada appuie l'application de règles sur "l'étiquetage écologique" et demande un examen en profondeur des liens réciproques entre les accords multilatéraux environnementaux et commerciaux.

Finalement, alors que l'Uruguay Round a rendu possible un meilleur accès aux marchés mondiaux pour les pays en développement, davantage devra être fait pour s'assurer de leur entière participation. Pour cette raison, le Canada propose une réunion spéciale en 1997 pour favoriser la coordination des clauses d'assistance technique.

Mais, comme je l'ai mentionné, nous devons démontrer au monde entier notre capacité à conserver le rythme avec les changements rapides de la globalisation, qui nous oblige à devancer l'ordre du jour commercial. Nous devons saisir cette chance pour s'entendre sur de nouvelles initiatives telles qu'un accord sur la technologie de l'information. L'OMC ne peut se fermer les yeux sur la révolution globale des technologies de communication qui est en train de prendre place, et non plus peut-elle nier les avantages au commerce de la réduction des coûts d'affaires sur une échelle globale. J'encourage tous les Membres de l'OMC à se joindre à cette négociation qui offrira des bénéfices tant aux pays développés qu'aux pays en développement. L'OMC inspirera la confiance si elle se montre assez flexible pour permettre la rencontre des besoins du commerce international.

Je crois que nous devrions poursuivre nos efforts pour réduire davantage les tarifs, pour accélérer les diminutions de tarifs contenues dans les listes de Marrakech, et pour élargir le nombre d'accords zéro contre zéro, oléagineux et aluminium inclus.

Nous devons débiter les discussions sur les sujets tels l'investissement et les politiques de concurrence qui sont d'importance capitale pour le système des échanges. L'investissement étranger direct croît maintenant plus rapidement que le commerce et est un agent principal responsable de la croissance, du développement et de la création d'emplois.

C'est pourquoi le Canada a pris l'initiative d'en appeler pour le commencement des travaux pour une meilleure compréhension au sein des Membres de l'OMC de la relation entre les échanges et l'investissement. Nous ne proposons pas le début des négociations. Et nous voulons une coopération active entre l'OMC et d'autres organisations, telle la CNUCED, pour améliorer notre compréhension de ces sujets.

De telles mesures indiqueraient la volonté politique de cette organisation de s'adapter aux besoins du commerce mondial, tout en servant les intérêts des pays membres. Les bénéficiaires du commerce mondial le sont pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. Nous pouvons tous voir avec satisfaction le progrès enregistré jusqu'à maintenant, mais la pleine réalisation de l'Uruguay Round ne marquera pas la fin de nos travaux, mais seulement le commencement.

Il y a 35 ans, le philosophe canadien Marshall McLuhan inventa pour la première fois l'usage du mot "média" pour décrire les formes de communication, et prédit que l'âge de l'électronique amènerait la création d'un village global. Maintenant, ce village est une réalité, et ce marché couvre la terre.

L'intégration économique, résultat de l'augmentation croissante du commerce et de l'investissement, est menée par des individus recherchant l'amélioration de leur sort.

Il y a cependant une perception que d'une certaine façon l'augmentation des flux commerciaux pourrait être dangereuse - qu'ils mènent à des pertes d'emplois plutôt qu'à la création d'emplois. Même si l'OIT est le forum principal pour discuter des normes de travail fondamentales, nous, à l'OMC, devons répondre à ces inquiétudes en montrant que l'adhésion croissante à un système basé sur les règles conjugué à une libéralisation accrue mènera à une plus grande croissance économique bénéfique pour tous.

L'OMC n'est pas le GATT. Nous avons maintenant un forum à l'intérieur duquel nous pouvons discuter de tels sujets. La célébration du cinquantenaire nous permettra de discuter si cette nouvelle institution à toute la machinerie ou si nous devons apporter des orientations politiques additionnelles.

Le choix devant nous est clair: nous pouvons refuser de nous adapter, et perdre la primauté de cette organisation et la chance qui nous est offerte pour un cadre rationnel et stable pour un meilleur niveau de vie au travers du commerce. Ou nous pouvons accepter de vivre dans un village global, et rendre plus facile pour nos citoyens leur participation au marché global.

J'encourage cette conférence à choisir la seconde approche, ainsi nous pourrions gérer les forces du marché mondial efficacement, et amener les effets bénéfiques aux populations de nos pays respectifs.